



La Feuille Verte

Mai 2011 / Nouvelle série / N° 167 / 1,70 €

ISSN 1169-1190

Ce joli mois de mai sera bien rempli: pas moins de deux Congrès et nos journées de printemps le week-end des 28 et 29 mai.

Lors du **congrès régional** (bis), notre parlement régional, les membres du Conseil Politique Régional (CPR) seront élus. Au sein de ce CPR, nous élirons 10 membres du Bureau Régional Exécutif, cogéré par deux secrétaires régionaux, une femme et un homme. À Europe Écologie Les Verts, la parité et la collégialité sont en effet des principes fondateurs.

Par ailleurs, l'enjeu du **congrès national décentralisé** sera de désigner deux représentants de notre région au Conseil Fédéral, le parlement national de notre mouvement. Des motions d'orientation politique sont consultables sur le site EÉLV. En outre, 14 délégués représenteront notre région au congrès national à La Rochelle les 4 et 5 juin où sera élu la ou le secrétaire national.

N'hésitez pas à vous porter candidate et candidat pour toutes ces instances régionales et nationales. La parité: on le dit, on le fait !

Pas de mouvement sans projet... Celui de 2012 est déjà bien avancé. Vous pouvez participer à son élaboration depuis quelques mois déjà, pour cela allez butiner sur le site national et dans vos groupes locaux. Projet à diffuser et à alimenter sans modération, c'est là le sens de la construction coopérative !

Les débats autour des motions d'orientation, ceux pour la primaire aux présidentielles et autour du projet 2012 sont autant de preuves que notre mouvement est en marche. Autre signe de la vivacité d'EÉLV à l'échelle de notre région, le nombre d'adhérents est en hausse de 40 % ! Je ne peux que souhaiter des désaccords de qualité, garants de débats constructifs. Longue vie à la biodiversité politique de notre mouvement et à bientôt pour échanger de vive voix !

Eva Pedrocchi

édito



GROS CONS OU PAS GROS CONS ?

C'est toutes les fois pareil : il suffit que j'aie envie de dire ou d'écrire quelque chose pour que, dans les jours, voire les heures, qui précèdent un passage à l'acte toujours un peu lent au démarrage, quelqu'un le dise ou l'écrive à ma place — et mieux que je ne l'aurais fait, en plus ! C'est rageant et vexant, à la fin ! Du coup, je remballer mes velléités d'expression et rumine mon désappointement. À moins que je ne m'obstine, auquel cas je ne fais guère que paraphraser (en moins bien, cf. *supra*) le discours de celui ou de celle qui a été plus rapide que moi, et les gens se disent à juste raison qu'ils ont déjà lu ou entendu « ça » quelque part...

Pareille mésaventure vient juste de m'arriver... Il y a un moment que ça me dérange de confier, une bonne fois pour toutes, ce que m'inspirent ceux qui votent pour un parti d'extrême droite — que ce soit le FN chez nous ou n'importe lequel, ailleurs, de ses douteux semblables. Eh ! bien, une fois de plus, je me fais coiffer au poteau. Et doublement ! Et de quelle façon !...

Mercredi 23 mars, *France Inter*, chronique matinale de Sophia Aram¹. Résumons : après la poussée lepéniste aux cantonales, on nous dit qu'il faut arrêter de culpabiliser les électeurs du FN, qui sont soit des gens malheureux, soit des gens en colère, soit des gens qui ont peur. Ma foi, constate Sophia, « si on n'a plus le droit de dire que ce sont des gros cons, c'est quand même pas mal imité. [...] Et c'est pas parce qu'ils sont nombreux que ça leur donne raison. [...] Avec les gros cons, quand il y en a un, ça va ; c'est quand ils sont plusieurs que ça pose problème. »²

Le même jour, dans *Charlie Hebdo*, double salve anti-gros cons tirée par un Charb survolté. Un dessin (ci-dessous)



montre un mouton glissant dans l'urne un bulletin frontiste sous le slogan : « Connard, vote pour ton bourreau. » Et une chronique — qu'il faudrait citer *in extenso* — règle leur compte à tous « les racistes frustrés, les réacs honteux, les fachos rentrés, les ratés aigris » et toute la masse des « déçus », assimilés à... devinez quoi... « des sales cons incapables d'aucune analyse politique », « des impuissant[s] qui préfère[nt] castrer les autres plutôt que de se soigner ».

J'en entends d'ici se récrier, outrés. Tu parles d'une analyse politique ! Des propos de Café du Commerce, oui !

Ah ! bon ? Parce que vous croyez vraiment qu'elle pisse plus loin, l'analyse qui fait des électeurs frontistes de braves gens qui « se trompent de colère » ? Des gens comme vous et moi, pas plus méchants, pas (beau-coup) plus à droite, simplement un peu plus déboussolés, écœurés, mal dans leur peau et dans la société ? Des victimes, quoi, dont le vote pour Marine Le Pen n'est finalement rien d'autre qu'un appel au secours ?...

Franchement, ça vous branche, cette compréhension, cette compassion dont on fait preuve, de gauche à droite (et même chez les écolos), pour des « désespérés » qui noient leur désespoir dans le vote FN ? Autant il serait idiot de nier la réalité de leurs problèmes (le chômage, voire la misère, l'insécurité — bien réelle ou plus fantasmée —, l'absence de perspectives, la nullité crasse d'une bonne partie du monde politique, etc.), autant il est stupide d'excuser de ce fait l'intolérance et la xénophobie dont témoigne l'adhésion, fût-elle superficielle, aux thèses frontistes. Vous n'êtes jamais tristes ou malheureux, vous ? Jamais en colère ? Vous n'avez jamais peur de l'avenir ? Et quand ça vous prend en période électorale, vous vous précipitez sur le premier bulletin Le Pen qui passe pour manifester la profondeur de votre désarroi ? Si oui, faites-moi signe sans plus attendre, que je vous raie définitivement de la liste de mes contacts !

Ils veulent montrer leur colère, les électeurs du FN ? Mais bon dieu, pourquoi choisir justement ce moyen-là pour le faire ? À la limite, je préférerais qu'ils descendent dans la rue pour tout casser : ce n'est certes pas plus malin, mais ça comporte au moins une prise de risque individuelle dont se garde bien le minable qui vote FN dans le secret de l'isoloir. Et dans les manif, on le voit, le « mariniste » ? Et s'il veut protester avec

son bulletin de vote, pourquoi celui de la bête immonde plutôt qu'un autre ? Dans chaque élection, il y a des candidatures purement protestataires (Mélenchon, etc.) pour lesquelles il n'est au moins pas honteux de voter ; d'ailleurs, l'électeur FN le fait parfois (j'en connais qui ont oscillé de Le Pen à Arlette), montrant par là la profondeur de sa conscience politique, l'essentiel semblant être de choisir, à un moment donné, celui ou celle qui gueule le plus fort... Et le vote blanc ou le vote nul, il n'en a jamais entendu parler, l'électeur du Front national ? Ça ne le défoulerait pas assez, sans doute...

À l'exception des vrais fachos, dont je veux croire qu'ils sont minoritaires dans l'électorat d'extrême droite — mais qui sont les seuls pour qui on puisse admettre (sans l'approuver, bien sûr) le vote FN, puisqu'il est pour eux un vote idéologique, réfléchi —, les gens qui choisissent le bulletin lepéniste au lieu de tout autre ne sont rien d'autre que des irresponsables qui se conduisent en sales gosses capricieux. Le suffrage universel est pour eux un jouet qu'on casse pour montrer qu'on n'est pas content. Des victimes ? Oui, mais de leur connerie.

Une autre fois, je vous confierai mon estime pour les abstentionnistes et, d'une façon générale, pour tous ceux qui préfèrent brailler au bistrot des phrases définitives plutôt que de se bouger un tant soit peu le cul. Marre des déçus de la politique, des déçus de la gauche, des déçus de la droite, des adeptes du « tous pareils, tous pourris ».

Et puis franchement — même s'il n'est pas évident de mobiliser les électeurs en leur disant qu'il y a parmi eux 15 à 20 % de « gros cons » ! —, marre aussi de voir tous les politiques se pencher, les paroles et le regard pleins d'empathie, sur le grand corps malade de l'électorat FN plutôt que d'essayer de le responsabiliser en lui collant le nez dans sa merde. C'est finalement ce que font, à leur place, les humoristes : il y a là une inversion des rôles dont nul ne peu se féliciter.

Gérard Roy

¹ Que je vous conseille d'aller voir sur scène : elle a du culot et du talent, cette petite.

² Cette chronique a valu à son auteur de se faire traiter, sur une radio concurrente, de « petite conne » par un Guy Carlier qui fut jadis assez drôle... avant de virer gros con...

Conseil régional de Franche-Comté

MOTION PROPOSÉE PAR LE GROUPE EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

« **FERMONS FESSENHEIM MAINTENANT !** » ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU 25 MARS 2011

Le peuple japonais est dans une terrible souffrance et son territoire restera meurtri et pollué pendant des milliers d'années. En effet, la catastrophe nucléaire et la contamination radioactive sont venues s'ajouter aux drames d'un tremblement de terre et d'un tsunami générateurs à eux seuls de milliers de morts et de centaines de milliers de sans-abri.

Aujourd'hui, notre devoir est double : exprimer notre solidarité sous toutes ses formes avec le peuple japonais confronté à ces drames, mais aussi tirer les premiers constats de la catastrophe nucléaire. L'impact final de la catastrophe de Fukushima n'est pas encore connu ni sur le territoire japonais, ni sur l'ensemble de la planète, mais dès à présent nous devons avoir le souci constant que cela ne se reproduise plus.

Tout responsable concède aujourd'hui que le risque zéro n'existe pas, mais l'on sait également que l'accident nucléaire est largement plus dramatique qu'un accident industriel classique. Les causes des accidents les plus célèbres de Three Miles Island, Tchernobyl et Fukushima sont toutes différentes, mais les conséquences sont les mêmes pour les deux dernières : des territoires voisins contaminés pour des centaines, voire des milliers d'années, et une dissémination planétaire de la radioactivité. C'est pourquoi, sans

attendre le débat qui doit arriver sur la pertinence du maintien de l'industrie électronucléaire en France et sur les moyens possibles de s'en passer dans les années à venir, il convient en urgence de se poser la question du maintien en activité de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus vieille centrale nationale, située à quelques dizaines de kilomètres de notre territoire régional.

Comme Fukushima, Fessenheim, mise en service en 1970, a plus de 40 ans. Comme Fukushima, Fessenheim devrait cesser de fonctionner et les autorités nucléaires se refusent à cette fermeture. Comme Fukushima, Fessenheim est située dans une zone d'activité sismique, en bordure du grand canal d'Alsace, entre Bâle et Strasbourg.

En 2000, un rapport de l'Autorité de Sûreté nucléaire indiquait que certaines fonctions de sauvegarde assurant le refroidissement du réacteur pourraient ne plus être assurées en cas de séisme. Malgré la vétusté des installations et les risques sismiques, EDF a demandé à prolonger l'exploitation de la centrale. Un grand nombre d'élus locaux et de citoyens s'y opposent. C'est dans quelques semaines, au mois d'avril, que l'Autorité de Sûreté nucléaire doit rendre son avis autorisant ou non une prolongation de dix ans de l'exploitation du réacteur n° 1 de la centrale de Fessenheim.

Les promoteurs de la centrale de Fessenheim expliquent que cette dernière a été construite pour résister au risque sismique maximal constaté sur les 1 000 dernières années, augmenté d'une marge de sécurité. C'est avec les mêmes arguments que les Japonais ont prolongé l'exploitation du réacteur de Fukushima. Le désastre japonais démontre qu'il n'est plus possible de raisonner ainsi.

De son côté, la région de Franche-Comté a anticipé depuis plusieurs années, dans le cadre de sa stratégie de réduction de la consommation énergétique et de ses politiques d'accompagnement de la maîtrise des consommations énergétiques (chèques solaires puis programme Effilogis, bâtiments à énergie positive, développement des TER, etc.). Elle commence à enregistrer l'effet de ces politiques et réaffirme la nécessité de les poursuivre et de les augmenter. La Maison des Énergies, outil majeur dans la prise en compte de l'efficacité énergétique, donnera à la Franche-Comté, dès 2012, les moyens de ses ambitions.

Pour toutes ces raisons, et en préalable au prochain débat sur l'avenir de la filière électronucléaire française, le Conseil régional de Franche-Comté demande la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim.

L'intervention d'Alain Fousseret pour la présentation de la motion

Chers collègues,

L'écolo militant anti-nucléaire pose ses valises, nous ne souhaitons pas ouvrir aujourd'hui le débat sur une pertinence ou une nécessité de sortir de l'industrie électronucléaire, ni sur les modalités nécessaires pour s'en passer. Non, je parlerai simplement en tant qu'élus régional à d'autres élus.

Depuis des années, beaucoup d'élus japonais, en phase avec les responsables industriels nippons, ont nié le risque d'une telle catastrophe nucléaire comme celle de Fukushima.

Inimaginable, impossible, « on a

tout prévu », nos centrales sont prévues pour résister aux tremblements de terre et aux tsunamis, de plus le Japon n'est pas l'Ukraine moribonde, nous avons une sécurité technologique de pointe.

Ils étaient en plein autisme nucléaire, refusant de voir la réalité du risque.

Quel drame !!! Qu'il arrive un tel accident nucléaire, pour qu'après un premier déni de gravité de l'accident, ils se retrouvent muets, silencieux, tétanisés par la monstruosité de leur responsabilité.

Et c'est le peuple japonais qui en paie les frais, et ce sont d'humbles tra-

vailleurs du nucléaire qui font ce qu'ils peuvent avec des lances à incendie pour éviter l'expansion de cette catastrophe. Ils savent aussi, par là même, que la contamination qu'ils reçoivent risque de leur être fatale, à court, moyen ou long terme.

Pourquoi ces responsables techniques et politiques ne sont-ils pas volontaires pour aller les aider ?

Aujourd'hui, on ne peut plus dire que l'accident nucléaire est impossible dans un pays technologiquement avancé.

Notre région est située à proximité de la plus vieille centrale nucléaire française, la centrale de Fessenheim

construite en 1977 qui a le même âge que celle de Fukushima.

En 2000, un rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire indiquait que certaines fonctions de sauvegarde assurant le refroidissement du réacteur 1 Fessenheim pourraient ne plus être assurées en cas de séisme. ET n'oublions pas la grande diversité des risques, Three Miles Island, Tchernobyl, Fukushima n'ont pas les mêmes origines.

Quel sera la cause du prochain accident ? Acte terroriste style un avion de Bâle qui s'écrase dessus après son décollage ? Dérive liée à la sécheresse estivale ? Incompétence, défaut de vigilance ou même essai de sûreté qui s'emballe comme à Tchernobyl ?

Malgré cette vétusté de Fessenheim, EDF a demandé à prolonger l'exploitation de la centrale. Et c'est dans quelques semaines, au mois d'avril, que l'autorité de sûreté nucléaire doit rendre son avis autorisant ou non une prolongation de l'exploitation du réacteur n°1 de la centrale pour 10 ans de plus.

Mardi dernier, les deux gouvernements cantonaux suisses de Bale ont demandé à la France et à EDF de fermer la centrale en question : « Le dernier accident nucléaire grave qui vient de survenir au Japon renforce notre opinion que la centrale nucléaire de Fessenheim représente une menace sérieuse pour la population de la région », souligne le communiqué

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé la semaine dernière l'arrêt immédiat, pour trois mois, des sept réacteurs nucléaires les plus anciens du pays, après l'accident nucléaire au Japon. Le plus ancien, celui de Neckarwestheim 1, en Bade-Wurtemberg, sera mis à l'arrêt définitivement.

Fessenheim a un an de moins que cette dernière. Accident après accident, nous sommes de plus en plus éclairés sur les impacts de tels événements sur les populations voisines

Serions-nous plus sûrs que nos voisins suisses et allemands ? Plus certains que le risque pris en vaut la chandelle ?

Chers collègues, je pose calmement, simplement, le sens de notre responsabilité d'élus. Ne nous enlions pas dans le comportement des élus japonais jusqu'au 10 mars dernier.

Notre motion, respectueuse de la diversité d'analyse, se borne simplement à la demande de l'application du principe de précaution face aux réalités qui sont révélées depuis quelques jours.

Je vous invite, hors posture de doctrine quelconque, hors toute analyse politicienne ou électorale, à vous associer à cette demande que nous ne voulons voir comme empreinte d'une démarche responsable.

Alain Fousseret

Conclusion et résultat du vote

Le PS s'est abstenu en souhaitant un plus large débat sur l'énergie, l'UMP s'est abstenu en attendant les résultats des contrôles demandés par le président de la République. Le Front national était totalement absent, probablement occupé par sa campagne électorale qui se déroulait deux jours plus tard.

Le MRC a annoncé voter contre accompagné de deux socialistes. Et Les sept élus Europe Ecologie qui présentaient la motion, accompagnés eux aussi de deux socialistes ont bien évidemment voté pour cette motion.

Bilan, 9 pour, 4 contre et 25 abstentions : à la surprise de beaucoup... la motion du conseil régional demandant l'arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim est adoptée par le conseil régional de Franche-Comté.

Notre Région est la première région française à prendre cette position. Dans les heures qui suivent, sur Twitter, Facebook et dans les actualités internet et télévisées, on parlera beaucoup de cette motion de la région Franche-Comté.

Depuis la République et canton du Jura et la Ville de Strasbourg nous ont rejoints et la région Centre a voté une motion demandant l'engagement dans la sortie du nucléaire. (Bravo à eux aussi !!!)

Premières impressions d'un nouveau conseiller général

Passé le soir des résultats électoraux et après les nombreuses marques de sympathie saluant l'arrivée d'un élu Europe Écologie Les Verts au conseil général du Territoire de Belfort, je ressens rapidement la pression bien naturelle de tout élu se questionnant notamment sur ses propres capacités à porter un message collectif largement décliné lors de notre campagne électorale. De plus, le contexte particulier dû à la durée très courte du mandat, oblige à une compréhension rapide des dossiers et une gestion du temps réfléchi alliant l'engagement personnel, le retour auprès des militants et la participation active à nombre de réunions.

Afin de partir sur de bonnes bases, il me paraît indispensable de montrer un exécutif uni, d'où la décision, partagée par les dix élus de la majorité départementale de gauche, de présenter un groupe unique face aux cinq élus d'opposition. Le fait de poursuivre cette dynamique d'union qui a permis mon

élection grâce à un investissement de nombreux militants de chaque parti, me permet de bien me projeter dans la prise de responsabilités. La répartition des vice-présidences vient valider cette approche partagée par le président Ackermann, la quatrième m'étant attribuée avec la délégation personnes âgées, personnes handicapées et la coordination du futur Agenda 21 du département associé à la qualité publique. S'en suit la nomination dans toutes les instances obligatoires où siège le conseil général. L'accord politique passé avant le premier tour, grâce à notre directeur de campagne Alain Fousseret et aux autres candidats d'Europe Écologie Les Verts, Éva Pedrocchi, Jean Siron et Vincent Jeudy, permet de positionner plusieurs militants Europe Écologie les Verts dans des instances départementales telles que les syndicats de transport, d'aménagement, de tourisme, d'habitat ou d'emploi.

Ce cadre étant installé, il me reste à percevoir les multiples approches

qu'il va falloir intégrer. En effet, il est nécessaire de s'appropriier les enjeux et méthodes pour remplir les délégations. Les temps de représentation dans les différentes instances nécessitent également une compréhension de chacune d'elles. Il est également indispensable de préparer la parole à porter lors des débats politiques des séances publiques. Un premier exemple arrive avec le débat sur le schéma national des infrastructures de transports (SNIT). Heureusement, je sais pouvoir compter sur les conseils et expertises des autres élus francs-comtois, conseillers régionaux, général, communautaires et municipaux ainsi que sur l'apport des militants d'Europe Écologie Les Verts. Il ne reste plus qu'à orchestrer tout cela.

Merci à tous les amis Europe Écologie Les Verts qui ont su partager le plaisir de mon élection. À bientôt pour de futures impressions dans *La Feuille Verte*.

Daniel Feurtey

Le dernier CFT d'Europe Écologie les verts des 2 et 3 avril 2011

Encore un dernier... Après le dernier CNIR de septembre, voici le temps du dernier conseil fédéral transitoire (CFT) avant l'installation du premier conseil fédéral suite à notre congrès. L'ordre du jour était extrêmement chargé avec le débat budgétaire et la diminution de la masse salariale du siège, les rapports des différentes commissions de travail, le nucléaire avec Fukushima et son lot de motions (hommage aux morts passés, présents et futurs du nucléaire, désarmement nucléaire et lettre au Président, transition énergétique), les révolutions dans les pays arabes, les discussions sur les cantonales, les sénatoriales et les législatives avec le mode opératoire des négociations et bien entendu nos primaires avec les modalités de vote et le calendrier !

Nicolas Hulot n'est pas venu au CFT, mais l'ensemble des eurodéputés étaient présents ainsi que les cadres du parti EÉLV, signe que ce CFT était stratégique et de très haute importance. Je vais détailler uniquement la séquence du dimanche matin concernant notre primaire. Comme d'habitude l'ensemble des motions et le compte-rendu du CFT sont à votre disposition au siège d'EÉLV Franche-Comté sur simple demande à François.

Le dimanche nous avons travaillé sur la motion « pour une candidature

écologiste à l'élection présidentielle », qui se décompose en huit points, dont le dernier concerne le calendrier. La majorité du CFT a voté les sept premiers points pratiquement à l'unanimité. Ces points concernaient la présence d'EÉLV à l'élection présidentielle, le mode de scrutin de notre primaire : qui vote et surtout comment (pour information, seuls les adhérents et les coopérateurs pourront voter et le scrutin est sous la forme classique d'un vote uninominal à deux tours).

Le dernier point concernait donc le calendrier avec une proposition A pour une désignation de notre candidat en juin et l'autre, la proposition B, en septembre. La désignation d'un candidat en juin permettait de travailler rapidement sur notre programme et de partir assez tôt en campagne et ainsi éviter les tractations diverses pendant les journées d'été, qui devraient être le lieu de lancement de notre campagne. Ce choix de calendrier permettait également de ne pas nous télescoper avec les primaires du PS. La seconde proposition permettait de donner du temps à la réflexion et de décaler après notre congrès le choix de nos candidats. Ce choix devait nous donner le temps nécessaire pour créer une dynamique de rassemblement et permettre au plus grand nombre de nous rejoindre. J'ai opté

pour la proposition A qui fut défendue, entre autres, par Michèle Rivasi, Pierre Laroutourou et Yannick Jadot, alors que la B fut défendue par Jean-Paul Besset, Sandrine Bélier, Pascal Durant, Andrée Buchman et Yves Cochet.

Sous le simple choix de calendrier planait quand même le choix des candidats car les pro-Éva Joly étaient plutôt favorables à la proposition A et les pro-Nicolas Hulot à la B. Après d'interminables interventions un vote uninominal fut demandé. Les conseillers durent voter publiquement en annonçant à haute voix la proposition qu'ils avaient choisie. Les deux conseillers francs-comtois ont voté pour la proposition A avec les conseillers bourguignons.

Au fur et à mesure de l'égrainement des votes, on pouvait constater que les anciens courants des verts furent divisés sur ce choix, preuve que les lignes ont grandement bougé depuis la dernière élection du CNIR. 79 conseillers ont choisi la proposition A et 55 la B.

De manière générale, le CFT semble assez divisé sur le choix entre Nicolas Hulot et Éva Joly, même si ce vote n'indique pas réellement le choix d'un candidat car ils pourront tous les deux participer à la primaire, mais dans le cadre du calendrier défini par le CFT.

Nicolas Guillemet

Les Jeunes Écologistes préparent l'avenir...

Comme nous vous l'avions annoncé, les Jeunes Écologistes ont la vue large puisque, dans un esprit toujours évident de « faire de la politique autrement », ils réfléchissent au monde qu'ils veulent en 2072, celui qu'ils veulent laisser à leurs petits enfants !

Pour cela, ils se donnent rendez-vous pour le tournage d'un film, certes court mais assurément intelligent et percutant. Un brin d'humour est également à l'ordre du jour. En tous cas, tous les jeunes (et

**LES JEUNES
ÉCOLOGISTES**

moins jeunes) franc-comtois qui souhaitent participer à la création et au tournage de ce film ont rendez-vous le dimanche 8 mai à Besançon. Plus précisément à 9 h 30 au local EELV du 14, rue de

la République à Besançon que l'on connaît bien.

Ceux qui veulent peuvent également participer à notre prochaine réunion, rendez-vous plus « classique », le vendredi 6 mai 2011 à 18 h toujours à ce même local.

On compte sur vous, pour noter ces deux rendez-vous dans vos agendas !

Nicolas Gonthier
pour les JEFC

Faut-il proposer une aide à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique pour les particuliers ?

Dans le premier programme de l'Agenda 21 de Besançon, l'une des actions consistait en une aide aux particuliers afin qu'ils s'équipent de vélos à assistance électrique (VAE). Elle n'avait finalement pas été retenue. Les demandes répétées d'habitants et des vélocistes, le succès grandissant des déplacements à vélo sur la ville et les progrès techniques concernant la fabrication des VAE nous ont conduit à proposer à nouveau, dans notre deuxième Agenda 21, cette aide à l'achat avec l'intention cette fois-ci de la mettre en application.

Notre objectif est d'inciter des automobilistes à passer à l'utilisation d'un mode de déplacement doux ou actif (nouvelle appellation pour la marche et le vélo) en ville. Le vélo électrique, compte tenu de la topographie de la ville, est nettement plus attractif que le vélo traditionnel. Il permet d'accroître la distance parcourue (distance moyenne en vélo 4 km et en vélo à assistance électrique 8 à 10 km) et de limiter l'effort fourni lors des franchissements de côtes et au démarrage. Pour la première fois, j'en ai emprunté un pour monter à la Citadelle samedi dernier. J'ai dû pédaler, j'étais active, mais j'y suis arrivée fraîche et dispose. Que du bonheur !

Nous avons regardé ce que d'autres villes proposaient à leurs concitoyens. Plusieurs collectivités

ont à ce jour mis en place cette aide : Lons-le-Saunier (250 euros plafonnée à 15 % du coût total), la région Poitou-Charente (400 euros plafonnée à 40 % du coût total) Chambéry Métropole (250 euros plafonnée à 35 % du coût total), ou la Ville de Paris (400 euros plafonnée à 25 % du coût total) sans condition de ressources. Très récemment, le Grand Lyon a instauré une aide de 250 euros (500 000 euros pour 2 000 vélos sur 2011 et 2012).

Nous avons donc décidé de proposer le versement d'une aide à l'achat d'un vélo électrique. La réaction de certains collègues a été assez vive. Pour faire court, il a été jugé choquant qu'on puisse aider des gens à acheter des vélos électriques qui, s'ils faisaient ce choix-là, avaient les moyens de se le payer. Le vélo électrique est irrémédiablement associé aux « bobos », donc aux riches ! Ce n'est pas forcément aussi simple que cela et toutes les personnes qui souhaitent acheter un vélo électrique n'en ont pas forcément les moyens. L'agglomération de Chambéry, qui a distribué 500 primes à l'achat de vélo à assistance électrique en deux ans et qui a réalisé une évaluation de son action, met en évidence que 42 % des attributaires ont un revenu inférieur à 2000 € par mois.

Lorsque des subventions pour l'installation de panneaux photovoltaïques ou de récupérateurs d'eau de pluie ont

été proposées sans condition de ressources, elles ont été votées sans problème. Le fait de proposer un ordinateur à tous les élèves de CM 2, quels que soient les revenus des parents n'a pas suscité en son temps d'interrogations non plus. On avait envisagé de mettre des conditions de revenus mais après consultation d'autres villes, il s'est avéré que toutes y avaient renoncé devant la lourdeur et la difficulté à trouver un système de calcul fiable et équitable.

Notre rapport a quand même été voté malgré quelques votes contre ou abstentions. Il est donc proposé le versement d'une aide de 20 % du coût TTC du cycle, plafonnée à 150 euros et attribuée aux personnes majeures domiciliées sur le territoire de Besançon (une seule aide par personne et par foyer non renouvelable) dans la limite des crédits budgétaires de l'année en cours (15 000 euros annuels). En parallèle, une aide de 5 000 euros sera versée à l'association Vélocampus pour favoriser son développement.

La question des déplacements déclenche souvent des réactions virulentes et pas toujours rationnelles !

Corinne Tissier,
conseillère municipale déléguée
à l'Agenda 21, emploi, insertion,
économie sociale et solidaire
à Besançon

« Mon sang est-il homosexuel ? »

Début avril, Nora Berra, secrétaire d'Etat à la santé déclarait, au cours d'un débat au Sénat sur le don d'organes que " l'homosexualité est un facteur de risque pour le VIH " justifiant ainsi l'interdiction faite aux homosexuels masculins de donner leurs organes ou leur sang. Des propos stigmatisant l'homosexualité, alors que ce sont évidemment les comportements qui sont facteurs de risques.

Les Jeunes Écologistes profondément choqués par les propos de Mme Berra, en profitent pour rappeler leur opposition aux différents arrêtés ministériels excluant les homosexuels de ces actes de solidarité. Parce qu'ils sont plus " prompts " à être porteurs de ce mal ravageur qu'est le VIH, les

homosexuels masculins devraient faire l'objet d'une discrimination justifiée et assumée ? Continuer dans cette logique, c'est bien se tromper d'adversaire.

La secrétaire d'Etat à la santé et son gouvernement devraient bien au contraire prendre la mesure du vrai problème : il est encore anormal que la contraception soit toujours si difficilement accessible. La menace qui plane sur l'existence des centres du planning familial ne vient pas arranger les choses. La vérité, c'est que le sida est un fléau, et s'il est avéré que les homosexuels masculins en sont les premières victimes, c'est commettre une belle ânerie que de raisonner comme l'a fait la secrétaire d'Etat. On participe surtout à maintenir le climat

de suspicion qui règne encore beaucoup trop contre les homosexuels. Une homophobie latente qui s'inscrit dans les têtes, qui devient la norme et que nous devons continuer à combattre. À l'heure où certains discours discriminants se font beaucoup (trop) entendre, nous attendions autre chose de nos dirigeants sur des sujets aussi graves que la lutte contre le sida et l'homophobie.

Suite à cette polémique, les Jeunes Écologistes lancent une campagne " Mon sang est-il homosexuel ? " et participeront une année encore aux marches des fiertés et à la journée mondiale de lutte contre l'homophobie le 17 mai.

Les Jeunes Écologistes
Franche-Comté

Marichiweu : « Dix fois nous vaincrons, dix fois nous multiplierons les forces, dix fois nous lutterons »

(cri mapudungun, la langue du peuple de la terre)

À Vesoul le 5 avril dernier, Juana Calfunao, lonko (chef) de la communauté Mapuche « Juan Paillalef », nous a permis de mieux comprendre les enjeux de la lutte de ce Peuple opprimé.¹

QUI SONT LES MAPUCHE ?

Habitant le sud du Chili et de l'Argentine, le peuple Mapuche est uni par une langue, une cosmologie et une riche culture de rites et de traditions. Peuple de guerriers, les Mapuche ont été les seuls à résister autant aux Incas qu'aux Espagnols. D'après les statistiques officielles, le Chili compte environ un million d'autochtones représentant 6,6 % de la population chilienne. 87 % des Chiliens autochtones sont des Mapuches.

QUEL EST LEUR COMBAT ?

Au Chili, depuis toujours, le peuple Mapuche a été maltraité et méprisé par la société chilienne, mais avec la loi anti-terroriste, héritage de la dictature militaire du général Pinochet, ainsi que l'actuelle Constitution, toutes les limites ont été dépassées. Le conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a recommandé la non-application de la loi anti-terroriste aux activités de protestation et de revendication du peuple Mapuche.

Les militants mapuches ne défendent pas de grandes surfaces, mais luttent contre les violations et les usurpations de petites parcelles qui ont été légalement accordées à l'époque de la réforme agraire mais que la dictature de Pinochet leur a retirées pour les « donner » aux sociétés multinationales qui utilisent les richesses des terres mapuche.

« Pour un incendie, un citoyen chilien risque une amende, un Mapuche sera condamné à dix ans de prison. Les militaires pendant la dictature ont commis des actes de crimes contre l'humanité, ils ont été condamné à quatre ans », explique Jimena Reyes, avocat des droits humains. La loi anti-terroriste mise en place à l'époque d'Augusto Pinochet reste en vigueur malgré l'insistance des institutions



internationales et continue d'être appliquée.

QUI EST JUANA CALFUNAO ?

Juana Calfunao est la lonko (chef ou « tête ») de la communauté « Juan Paillalef » située dans la IX^e Région du Chili appelée Araucania, qui constitue le territoire ancestral du peuple mapuche.

La lonko est venue dénoncer devant le Parlement européen à Bruxelles et devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, la « marginalisation » et la « discrimination » auxquelles son peuple est soumis par la loi antiterroriste, alors qu'ils exigent qu'on leur rende ce qu'ils estiment être leurs terres ancestrales.

Le harcèlement de sa communauté s'est amplifié à partir de 1999 quand les représentants de gros propriétaires et de multinationales forestières ont convoité ces terres : « Trois fois ma maison a été brûlée. Une fois, on a retrouvé dans les décombres le corps calciné de mon oncle, une autre fois ma fille, Ramul-tray, a été sauvée in extremis. »

Depuis, la lonko et les membres de sa famille sont régulièrement arrêtés de façon arbitraire et torturés par la police ; les autorités judiciaires ont été contraintes de lui assigner un avocat pour qu'il recherche l'origine des hématomes et coupures apparemment

faites au poinçon sur son corps et son visage, que des journalistes ont filmées à sa sortie de prison en 2000. Reste à élucider les causes de l'avortement survenu en juin 2000, alors qu'elle était détenue. Pour leur défense, les militaires l'accusèrent d'avoir « maltraité les carabiniers en service ».

En 2005, la lonko, son mari, une de leurs filles, leurs deux fils, sa mère et sa sœur ont été arrêtés et emprisonnés pour avoir bloqué la seule route qui traverse leur communauté pour empêcher le passage des engins d'une multinationale forestière ayant usurpé un terrain de 10 000 mètres carrés.

Sur décision du tribunal, elle est emprisonnée préventivement le 4 janvier 2006, car elle représente « un danger pour la société ». Le 22 février 2006, le tribunal de Garantie de Temuco l'a condamnée à 61 jours de prison, pour « désordres publics et de menaces contre des carabiniers en service ». Le 20 novembre 2006, le même tribunal la condamne à 150 jours d'emprisonnement pour « désordres publics » et le 31 octobre 2007, Juana Calfunao est à nouveau condamnée à trois années de réclusion, cette fois, accusée d'« atteinte aux autorités » (elle avait craché au visage d'un juge).

Dans le contexte de persécution politique qui affecte les dirigeants du peuple mapuche, la lonko Juana Calfunao a comparu, mardi 24 février 2009, devant le tribunal de Garantie de Temuco dans le but d'obtenir un échantillon d'ADN de la détenue et d'inclure celui-ci dans le registre criminel de la police. La loi promulguée en octobre 2008, est à la base du Système national de Registre d'ADN, en vue de l'obtention « d'empreintes génétiques déterminées dans le cadre d'une enquête criminelle ». L'article 14 de cette loi indique que « le ministère public devra ordonner la conservation d'une partie de celui-ci, pour une durée qui peut aller jusqu'à trente ans ».

Juana Calfunao a refusé de se soumettre à ce prélèvement d'ADN. Elle considère en effet, que cet acte porte atteinte à ses droits, car il viole sa vie privée et profane la coutume et les croyances spirituelles ancestrales de la culture mapuche.

Juana est enfin libérée en octobre 2010 après avoir fait une grève de la

faim de plus de quatre-vingts jours avec trente-six autres prisonniers politiques mapuche, dont son fils.

QUEL A ÉTÉ SON MESSAGE ?

Tout d'abord, elle veut faire connaître au monde entier la répression ignoble (emprisonnement, torture, destruction de la culture mapuche) qui s'abat sur sa famille et sa communauté depuis quatre générations, la spoliation des terres et des richesses des indigènes au profit de puissantes multinationales européennes avec la complicité de l'État chilien, et nous parler de sa lutte légitime contre ce système destructeur de la nature et de l'Homme.

Et surtout, elle veut éveiller nos consciences de consommateurs : « *Quand vous mettez à la poubelle des meubles en bois venant du Chili*

ou d'ailleurs, c'est nos forêts, nos vies que vous gaspillez. Il faut que vous boycottiez les produits chiliens pour que le gouvernement chilien change de politique. »

RÉACTIONS

De Rigoberta Menchu, prix Nobel de la Paix : « *Pour les détenus, nous appelons le gouvernement chilien à garantir une procédure régulière un procès équitable, sans l'utilisation de témoins secrets, l'équité de la cour...* » « *Nous appelons l'État chilien à respecter les droits et garanties fondamentales du peuple mapuche, à reconnaître les droits des peuples autochtones énoncés dans la Convention 169 et de toute urgence répondre aux demandes des détenus politiques en grève de la faim.* »

Oriol Junqueras, eurodéputé espagnol, membre du groupe Verts/ALE : « *Le problème est celui des ressources et*

la lutte pour les prix de l'énergie. Le Chili a rejoint l'UE sur un accord d'association et a d'excellentes relations commerciales avec le bloc européen. Et même si on insiste toujours pour que de tels accords intègrent le dialogue politique avec un chapitre sur les droits de l'homme, quand il s'agit de défendre ses intérêts, l'Union européenne n'est pas particulièrement éthique. Pour certains, les prix de l'éthique est insupportable. L'UE peut faire beaucoup, car elle a plus de 500 millions de consommateurs et a donc une extraordinaire capacité à négocier avec tout autre opérateur économique international. »

¹ Association créée en 1985 avec des réfugiés chiliens pour faire connaître les peuples de tous les pays d'Amérique latine, par leur culture, leurs arts et aussi de les soutenir dans leurs luttes

² Le mot Mapuche ne se mettait pas au pluriel.

Un(e) candidat(e) pourquoi faire ?

Nous voilà lancés dans une course infernale qui présente de fortes chances de se terminer dans le mur d'un score lamentable, propre à laminer le mouvement surtout en cas de victoire socialiste. N'allons-nous tirer aucun enseignement du fiasco de 2007 ? Allons-nous gaiement faire exploser les acquis de ces dernières années pour à nouveau n'être plus que le supplément d'âme d'une gauche attardée ?

Croire que l'aura médiatique ou que la rigueur indéniable suffise pour marquer de manière incontournable le paysage politique de l'année à venir relève d'un pari hasardeux.

2012 marquera dix années de pouvoir de droite dont cinq de dérives sarkozistes (sans compter ses œuvres comme ministre de l'intérieur). Elle sera probablement encore affectée par la vague FN qui masque avantageusement son venin derrière un discours aux allures sociales. Elle sera inévitablement troublée par le jeu d'un " plus à gauche ou plus écolo que moi tu meurs " d'un Mélenchon qui n'en finit plus de se prendre pour Chavez. De part et d'autre, à droite comme à gauche donc, elle sera marquée par la question du vote utile, l'affrontement binaire. Et nous-mêmes y regarderons à deux fois.

On peut aujourd'hui s'écrier avec grandeur d'âme, bannière au vent, convictions rivées au corps que jamais on ne votera au second tour pour un

social-libéral mais si l'enjeu est la poursuite de l'aventure sarkoziste qui peut aujourd'hui affirmer qu'il ne choisira pas d'éviter le pire, c'est-à-dire la poursuite de la casse sociale qui peut conduire au désespoir et à la violence ?

Ce pays est ravagé par des politiques iniques et nous n'aurions d'autres soucis que d'arborer un gentil tournesol au-dessus de la mêlée feignant qu'il puisse être un point de rassemblement.

Nous le savons tous, l'élection présidentielle n'est pas une véritable échéance démocratique, c'est une bataille de tueur dans laquelle nous risquons d'être fauchés, mis à terre, défaits. Il nous restera quelque larmes pour quémander quelques menus ajustements à gauche, au PS qui, en cas de victoire, ira tranquille à la bataille des législatives, sans nous.

Que cherche-t-on ? Se placer dans un concours de beauté ou peser durablement pour l'avenir ? Céder aux tentations présidentielles autrement dit s'inscrire dans le jeu d'une cinquième moribonde et nauséabonde ou souhaite-t-on affirmer que l'essence de la démocratie ce n'est pas la désignation d'un homme ou d'une femme providentiel mais passe par la revalorisation du parlement ?

Qu'est-ce qui est plus important pour l'avenir ? Faire un joly nulot sans lendemain et donc catastrophique pour EELV ou avoir un groupe à l'as-

semblée nationale ?

À un accord au rabais entre deux tours, je préfère un accord de gouvernement (donc pas seulement électoral) et ainsi pouvoir affirmer clairement que faute d'un tel accord qui prennent en compte les aspirations dont nous sommes porteurs, ce dont témoignent nos résultats électoraux, nous appellerons à voter blanc à l'élection présidentielle laissant clairement au PS la responsabilité de l'échec.

Sans doute verrez-vous une contradiction entre l'idée d'un vote contraint pour éviter une réélection de Sarkozy et un appel au vote blanc qui y conduirait immanquablement. Mais il existe une différence entre l'action sous la pression des événements et l'anticipation. Affirmer aujourd'hui une position ferme revient non plus à agir sous la pression mais à faire pression, à indiquer clairement ce que nous voulons.

A mois de 10 % (dans le meilleur des cas ce qui n'apparaît guère probable) le mouvement ne résistera pas (si tant est qu'il résiste à la primaire!). Avec un groupe à l'assemblée, nous pourrions peser sur les choix politiques.

J'en appelle à la raison : EÉLV doit renoncer à cette aventure dangereuse pour l'écologie politique. Nous avons aujourd'hui une position forte : ne nous laissons pas lamener par l'illusion présidentielle.

Michel Boutanquoi

Congrès : pourquoi nous avons décidé de participer à « Envie »

Le congrès est un moment fort de notre démocratie interne. Nous aurons à choisir nos instances dirigeantes et notre orientation politique pour trois ans. Le congrès est alors l'occasion pour chacun de nous de savoir ce que nous voulons pour l'avenir de notre mouvement. Ce premier congrès d'Europe Écologie Les Verts est donc particulièrement important. Ce sera la première occasion que les nouveaux membres d'Europe Écologie les Verts auront de s'exprimer sur les orientations prises par le mouvement. Sans connaître la multiplication abusive des motions que les Verts avaient pu connaître, la diversité offerte aux adhérents est un signe de vitalité démocratique. Notre conception des motions d'orientation n'est pas celle d'une confrontation stérile mais bien d'une complémentarité. Si nous avons décidé de nous impliquer dans ce congrès, c'est bien parce que nous voulons apporter du débat de fond, loin des postures et des questions de personnes. Signataires de la motion Envie, nous souhaitons vous faire partager ce qui nous a amené à faire ce choix.

La stabilité de notre mouvement est une exigence et cette stabilisation ne pourra se faire tant que l'exigence de démocratie interne, d'éthique, de transparence ne sera pas renforcée. Nous avons dû subir des cooptations, des décisions ne respectant pas la subsidiarité, des annonces dans la presse allant à

l'encontre des décisions du Conseil Fédéral. Dans la période que nous avons traversé avec succès, cela était peut-être un mal nécessaire mais il n'est plus tolérable. La transparence est essentielle.

Nous souhaitons également une réelle prise en compte du réseau coopératif, qui ne remet pas en cause le rôle spécifique du parti et implique les membres du réseau dans la réflexion et la stratégie. Nous sommes tous coopérateurs et nous devons faire vivre cette coopérative et les objectifs d'ouverture de cette coopérative. Pour cela nous ne devons pas oublier les coopérateurs qui doivent occuper une réelle place au sein du mouvement. Nous ne devons pas non plus instrumentaliser les coopérateurs pour servir des intérêts qui ne sont pas les leurs. La coopérative est entièrement à bâtir.

Envie fait également une réelle place à la jeunesse (d'âge ou d'adhésion). Le défi de notre mouvement est alors de renforcer la place de chacun y compris de la jeunesse au sein d'Europe Écologie les Verts. Ce défi, la motion Envie se propose de le relever en plaçant un certain nombre de « nouvelles têtes » dans nos différentes instances. Plus que la figuration de façade, nous proposons à chacun d'être acteur du mouvement !

Les signataires d'Envie sont attachés aux principes fondamentaux que sont la parité, le fédéralisme, le principe de subsidiarité, la séparation des pouvoirs en interne d'Europe

Écologie les Verts, le non cumul des mandats et la juste représentation de la diversité de notre société au sein de nos instances. Éthiques, autonomes, radicaux, féministes, démocrates, pragmatiques, nous voulons au sein d'Europe Écologie Les Verts, un autre pôle audacieux, pérenne et innovant, un nouveau souffle pour l'écologie politique ! La motion Envie s'est d'ailleurs construite de façon participative et transparente, le texte a été amendable par tous les signataires jusqu'à son dépôt.

Nous sommes également particulièrement attachés à l'urgence de donner des réponses fortes et concrètes à la crise sociale, l'importance donnée au projet politique et non pas à la course aux postes, à une affirmation d'autonomie face au PS et la totale transparence des négociations avec lui. Envie s'engage à rechercher un équilibre international permettant de nous prémunir des régimes liberticides. Pour toutes ces raisons, alors que nous ne sommes pas des habitués des signatures de motion, nous avons décidé d'apporter notre participation à Envie car cette motion ne s'inscrit pas dans une mise en d'avant de dirigeants, mais entend se battre pour des idées que nous partageons et non contre celles et ceux qui ont conduit et conduiront nos divers et récents succès.

**Anthony Poulin,
Cécile Prudhomme,
François Mandil**

14 mai : rassemblement franco-suisse pour la protection des rivières

Lors du printemps 2010, la surmortalité dans la Loue avait été dramatique. Avec les pêcheurs et les associations de protection de l'environnement, nous avons participé au lancement de l'alerte médiatique, avec un point d'orgue lors de la manifestation à Ornans le 19 juin « un enterrement à Ornans », manifestation qui avait permis le lancement d'un collectif régional.

Malheureusement depuis, de l'eau mais aussi beaucoup d'algues et de poissons morts sont passés sous les ponts mais la situation sanitaire ne s'est pas améliorée, loin de là. L'État n'a pas tenu ses engagements, les réponses politiques n'ont pas été à la hauteur. Il faudra de longues années avant que les rivières comtoises retrouvent leur qualité.

Le collectif SOS Loue - Rivières comtoises appelle donc à un nouveau rassemblement, qui se tiendra le 14 mai à Goumois. Des conférences auront lieu à 9 h 30 (sur les algues, la méthanisation, la disparition des insectes ou l'agriculture). La manifestation proprement dite aura lieu à 14 h.

Toutes les informations et notamment l'organisation du co-voiturage sur www.arrete.net

LE MONDE DE L'INVISIBLE

Les 16 mars et 7 avril derniers, les travailleurs sociaux — assistant(e)s de service social, conseiller(e)s en économie sociale et familiale, éducateurs(trices) spécialisé(e)s, éducateurs(trices) de jeunes enfants, etc. — étaient en grève. Le 16 mars étaient examinés par le Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale des décrets sur la filière sociale territoriale de catégorie B.

Les travailleurs sociaux se mobilisaient notamment pour une reconnaissance bac + 3 de leurs trois années d'études supérieures. Ils s'opposaient également à la proposition gouvernementale d'une grille indiciaire totalement pénalisante. En effet, les travailleurs sociaux débuteraient avec plus de points que l'indice actuel, mais devraient faire une carrière plus longue sur le premier grade. Pour résumer : sur l'ensemble d'une carrière, la perte financière serait de 35 000 euros.

La revendication bac + 3 est très ancienne et d'autant plus d'actualité que les diplômes ont été révisés, les programmes étoffés et que la

France est à la traîne en Europe. Les collectivités locales sont les plus gros employeurs de travailleurs sociaux, et cette reconnaissance aurait évidemment un coût puisque cette revendication porte également sur le passage de la catégorie B à la catégorie A. Face à des difficultés économiques de plus en plus importantes, les travailleurs sociaux, toujours aussi discrets, sont dans ce que j'appellerais le monde de l'invisible, l'aide individuelle posant des exigences d'éthique, de secret professionnel... Vous ne les voyez pas (ou vous les voyez peu) dans la rue, les médias, les débats politiques. Et puis les assistantes sociales, les conseillères en économie sociale et familiale sont en majorité... des femmes. Je pense notamment à ces deux assistantes sociales qui, à la fin de l'une de ces manifs à Besançon, se sont fait traiter de « connasses » par un « monsieur » sortant d'un porche de la rue Nodier. Il est tellement facile d'insulter deux femmes en marge d'un groupe...

Leurs responsabilités, leurs diffi-

cultés, le traitement de la précarité — les besoins vitaux comme celui de manger à sa faim ! — le RSA, les aides financières, la recherche de logement, la prévention-protection de l'enfance, l'accompagnement des publics les plus fragiles ne font pas l'objet d'une grande visibilité. Les travailleurs sociaux sont un maillon qui disparaît dans la masse de l'information, de la caricature parfois, et de la petite ou de la grande politique. Et puis, tant que les pauvres et ceux qui s'en occupent ne disent rien... Tant que cela ne fait pas trop de bruit...

Pourtant, ils sont acteurs de la cohésion sociale, garants d'un certain service public dont vous connaissez toutes les difficultés. Ils sont présents là où parfois il n'y a plus personne. Ils interpellent nos élus et concitoyens pour un peu de considération et d'intérêt face à leurs revendications.

Anne-Marie Gagliardi Maire

Journée de printemps à Pierrefontaine-les-Varans les 28 et 29 mai

Les journées de printemps d'Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté seront un peu particulière cette année : premières depuis la naissance de notre nouveau mouvement, alors que nous connaissons une forte hausse des adhésions, elles serviront également de cadre au premier congrès national d'Europe Écologie Les Verts.

En quelques mots pour ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de participer à des journées de printemps, c'est une occasion unique de retrouver tous les membres d'Europe Écologie Les Verts de la région, dans un cadre festif et détendu, l'occasion de faire connaissance avec des signatures que l'on retrouve dans la *Feuille Verte* ou dans des mails, d'échanger sur les pratiques militantes...

Cette année, il y aura donc en plus le congrès régional et le congrès national mais les adhérents et coopérateurs recevront (ou ont déjà reçu) la convocation officielle par courrier.

D'un point de vue pratique, l'hébergement est possible sur place. Merci de réserver le plus rapidement possible et avant le 18 mai auprès du secrétariat, votre formule :

For- mule	Description	Tarif normal	Tarif réduit
A	hébergement sur place, repas du samedi soir et du dimanche midi	50,00 €	25,00 €
A'	supplément literie / linge de toilette (à réserver avant le 13/5)	7,00 €	
B	Journée du samedi (repas du soir compris)	18,00 €	12,00 €
C	Journée du dimanche (repas du midi compris)	18,00 €	12,00 €

Je m'abonne à *La Feuille Verte*, mensuel d'Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté, 1 an, 16 € pour les non adhérents ; chèque à l'ordre de : **Europe Écologie Les Verts**.

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

Téléphone

Courriel

Date et signature :

Chèque par abonnement.
à expédier à l'adresse suivante :
Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté, 14, rue de la République, 25000 BESANÇON

Tuyaux

Douze barrettes de résine de cannabis découvertes dans l'orgue d'une église de Cognac. L'organiste s'en est aperçu quand son instrument s'est mis à jouer *Lucy in the sky with diamonds*.

Gone

Si Strauss-Kahn était élu président, c'est Gérard Collomb, le maire de Lyon, qui serait son Premier ministre. Ça m'enlève mes derniers scrupules à ne pas vouloir voter DSK.

Nuance

Marine Le Pen, qui a fait une croisière en Turquie, « aime beaucoup les Turcs ». À condition qu'ils restent en Turquie.

Shocking

Dans la résidence de Laurent Gbagbo, les soldats d'Alassane Ouattara ont trouvé du dom pégrignon : ils l'ont bu au goulot. Question bon goût, pas sûr qu'on ait gagné au change.

Prosélytisme

Le Vatican crée le « Parvis des gentils » pour dialoguer avec les incroyants. Cherche personnes intéressées par un « Parvis des méchants » pour dialoguer à ma façon.

Volonté

« Très franchement, j'espère que nous ferons plus », a déclaré Claude Guéant, faisant preuve par là d'un

UN MOIS, ÉMOIS, ET MOI

bel esprit de dépassement et de compétition. Bon, d'accord, il parlait des 28 000 clandestins qu'il veut virer en 2011, mais l'essentiel n'est-il pas de se fixer des objectifs ?

Choix

Massacre en Afghanistan après l'« autodafé » du Coran par l'illuminé Terry Jones. L'ambassadeur d'Iran à Kaboul relativise ce qu'il appelle un « incident » et précise que « 1,3 milliard de musulmans ont été tués dans leur cœur » en voyant brûler leur saint livre. Perso, à choisir, j'aime autant être « tué dans mon cœur » comme ça qu'éborgné par un fanatique...

Radotage

« La France est-elle finie ? » C'est le titre du dernier ouvrage de Chevènement. La France, je ne sais pas, mais si JPC voulait bien nous lâcher les baskets une bonne fois pour toutes, on ne lui en voudrait pas.

Raté

Ancien président de Centrafrique, Ange-Félix Patassé, qui vient de mourir, affirmait avoir Jésus Christ pour directeur de campagne lorsqu'il s'est représenté au scrutin de janvier dernier. Il n'a eu que 21,4 % des voix : comme quoi on peut marcher sur l'eau, multiplier les pains et changer la flotte en vin

sans être pour autant un grand stratège politique.

Sympa

À ses infirmières ukrainiennes, Mouammar Khadafi (surnommé par elles « Papa ») donnait « de l'argent pour le shopping » ou « pour visiter les pyramides », des « montres en or avec son effigie sur le cadran », des réfrigérateurs ou « de nouveaux papiers peints »... Et c'est cette crème d'homme qu'on veut faire passer pour un fou sanguinaire !?...

Bédouines

L'Arabie saoudite organisera en septembre ses deuxièmes élections locales. Les femmes ne seront toujours ni électrices, ni éligibles. Pas fous, les Saoudiens n'ont pas envie de se farcir des Ségolène, des Rachida ou des Roselyne !

« Sweet Micky »

Populiste, ami des fractions les plus à (l'extrême) droite, le chanteur Michel Martelly doit essentiellement aux jeunes son élection à la présidence d'Haïti. On va encore me demander souvent pourquoi je n'aime pas les jeunes ?

Trucage

Sur 30 000 matches de foot disputés chaque année en Europe, 3 000 sont suspectés d'être manipulés. J'ai bien du mal à croire que 90 % des matches soient « honnêtes » ; ou alors c'est en comptant le baby-foot.

Gérard Roy

1 000 yens (9 euros) par personne : c'est en gros l'indemnité « de consolation » que compte verser Tepco, la Compagnie qui exploite la centrale de Fukushima, aux municipalités situées dans la zone d'exclusion. C'est l'intention qui compte.

35 000 km en voiture : en bilan carbone, c'est ce à quoi équivaut un an de repas pour une famille de quatre. Conscient de ma responsabilité écologique, je réduis immédiatement les portions des miens.

7 milliards : fin août, la Terre abritera tant bien que mal cette quantité (en croissance accélérée) d'humains. Et d'humaines, ajoute la Fraction hyperféministe Verte.

Les Verts de Franche-Comté (14, rue de la République, 25000 BESANÇON) • Directeur de publication : Gérard Roy • Comité de lecture : Michel Boutanquoi, Hubert Guyet, Pauline Jeannin, François Mandil, Gérard Roy, Jean-Michel Rozand • CPPAP : 0513 P 11003 • Conception de la couverture : Corinne Salvi • Composé par nos soins • Imprimerie Simon (Omans).

CHIFFRES

45 millions d'euros : c'est la valeur du préjudice moral causé à Bernard Tapie lors de l'affaire du Crédit lyonnais. Si un lecteur veut bien se dévouer pour me causer un préjudice moral, je suis preneur.

600 millions d'euros : c'est ce qui manque pour financer la construction du nouveau sarcophage de Tchernobyl. Et **700 millions**, c'est le montant des ressources annuelles de l'Église de France... Je dis juste ça comme ça...

100 millions d'euros : c'est le montant de l'aide que fourniront les compagnies pétrolières pour aider les automobilistes français, qui affrontent la flambée des prix des carburants. Les habitués grognons feront remarquer que ça ne représente que le centième des bénéfices

du seul groupe Total en 2010... Jamais contents...

31 : c'est le nombre de pays qui ont aboli la peine de mort ces dix dernières années. N'en font pas partie, entre autres, la Chine, les USA, la Corée du Nord, l'Iran... On ne peut pas tout faire à la fois.

4 738 gigawatts : c'est la quantité d'électricité fournie en mars par les éoliennes espagnoles (21 % du total). Et encore, les moulins de Don Quichotte étaient à l'arrêt !

3 h 10 : c'est, en moyenne mondiale, le temps quotidien passé devant la télé en 2010, avec des pointes à 4 h 39 en Amérique du Nord et 4 h 54 au Moyen-Orient (3 h 32 chez nous, soit 7 mn de plus qu'en 2009). Ça me consterne tellement que je vous laisse faire le commentaire.

Gérard Roy

en imooes

Les élus régionaux étaient parmi les nombreux manifestants à Fessenheim le 10 avril dernier, quelques jours après avoir réussi à faire voter une motion demandant la fermeture de la centrale. De gauche à droite :

Alain Fousseret, Marc Borneck, Brigitte Monnet, Michèle Durand-Migeon, Sylvie Meyer et Anne Vignot



Le 17 avril était une journée nationale d'action contre l'exploitation de gaz de schiste. Dans le Haut-Doubs, on s'est mobilisé avec un pique-nique citoyen qui a réuni une petite centaine de personnes